

João Bernardo

«Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes» (III)

3) De l'avant-gardisme à une théorie des élites

Les syndicalistes révolutionnaires ont apporté à l'extrême droite un radicalisme d'action et une audace de pensée qui lui faisaient jusqu'alors défaut, et en retour ils ont renforcé leur propre élitisme d'avant-garde.

1

Dans leur lutte contre la démocratie libérale, de nombreux représentants de l'aile la plus extrême du mouvement ouvrier (anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, collaborateurs du *Mouvement socialiste*, de *La Guerre sociale* et de *Terre Libre*) finirent par abandonner la perspective d'une autonomie sociale et politique de la classe ouvrière et par s'identifier aux positions de la droite autoritaire. Il est possible que Gustave Hervé, l'internationaliste, l'anticolonialiste et l'antimilitariste qui dirigeait et animait *La Guerre sociale*, ait conclu en 1911 une sorte d'accord avec les autorités pour alléger les privations de la prison, et qu'il fut obligé dès lors de mettre au service de la droite la plus extrême le même activisme qui l'avait auparavant placé dans le camp de la gauche intransigeante¹. Ce genre de détail n'explique cependant rien, puisqu'il ne s'agit pas ici de quelques volte-face individuelles, mais de groupes politiques et idéologiques dotés d'une structure interne cohérente. Par ailleurs, des rapports de police indiquent que, déjà à la fin de la première décennie du XX^e siècle, *La Guerre sociale* aurait entretenu des liens avec l'Action française², le parti d'extrême droite ; de plus, en 1894 et 1895, le journal *La Cocarde* associait pour la première fois dans l'extrême gauche française des thèmes socialistes et nationalistes³. Au même moment, l'hostilité envers les Juifs se consolidait dans les milieux anarchistes⁴, antisémitisme qui combinait le rejet d'une culture considérée comme étrangère à la nation et la haine de

¹ Sur le parcours politique de Gustave Hervé, qui passa de l'anarchisme antimilitariste à l'apologie de l'armée et du fascisme, voir Z. Sternhell et al. (1994), pp. 243-245. Dans ses *Mémoires*, Joseph Caillaux (1942-1947), tome II, p. 84 raconte qu'en 1911, à l'époque où il dirigeait le gouvernement, il avait ordonné le transfert d'Hervé «de la prison de la Santé, où il purgeait une peine à laquelle il avait été condamné et où, bénéficiant du régime des prisonniers politiques, il avait la liberté et la possibilité de converser journalièrement avec ses collaborateurs, à la prison centrale de Clairvaux, où il ne lui était plus possible de communiquer avec l'extérieur. Cette action décisive donna de bons résultats. Peu à peu, le ton du journal [La Guerre sociale] devint plus modéré. [...] Hervé n'avait pas encore commencé cette évolution qui, partant de l'antimilitarisme, devait le précipiter dans le nationalisme le plus extrême, mais il se calmait. La fermeté du gouvernement lui avait administré une douche froide salutaire». [Toutes les citations françaises ont été retraduites du portugais et ne sont donc **pas conformes à la version originale**, sauf celles suivies de la mention V.O., NdT.]

² Y. Guchet (2001), p. 95.

³ E. Weber (1964), p. 130.

⁴ Se référant au milieu de la dernière décennie du XIX^e siècle, Y. Guchet (2001, p. 30, note 61) affirme que «dans les cercles anarchistes, il existait un solide antisémitisme».

la richesse attribuée aux Juifs. Proche des milieux ouvriers, et exprimant simultanément des sympathies pour l'aile populiste de l'Action française, le groupe qui se réunit de 1909 à 1912 autour de la revue *Terre Libre, organe syndical d'action directe*, associait également l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire au nationalisme antisémite⁵, au point que *Terre Libre* publia le 15 octobre 1911 un article dans lequel il prit position contre l'internationalisme ; dans ce texte il dénonçait la concurrence exercée par la main-d'œuvre étrangère et affirmait qu'elle est le résultat d'une «invasion juive» subie par la France⁶.

On comprend mieux ce climat idéologique si l'on observe la manière dont évolua l'agitation autour de la condamnation du capitaine Alfred Dreyfus. Commencée comme une querelle au sein de la classe dirigeante, l'affaire Dreyfus finit par devenir la ligne de démarcation entre toutes les options politiques, obligeant les dirigeants socialistes, initialement hésitants, à se définir comme *dreyfusards* parce qu'ils ne voulaient pas rejoindre le populisme antisémite de l'extrême droite. Comme presque toute la gauche, les syndicalistes révolutionnaires avaient collaboré au mouvement pour la révision du procès. Lorsque Dreyfus fut entièrement réhabilité en juillet 1906, l'agitation ouvrière atteignit des proportions très menaçantes pour les classes dirigeantes. Depuis le début du XX^e siècle, le nombre de grèves, le nombre de participants et la durée moyenne des conflits augmentaient, la mobilisation culminant le Premier mai 1906⁷. Mais, dans les années qui suivent, les ouvriers furent confrontés à une répression très forte, menée par ces mêmes personnages que l'affaire Dreyfus avait installés au pouvoir. Ce n'est guère étonnant si l'on sait que le général qui avait commandé le massacre des insurgés de la Commune avait été nommé ministre de la Guerre pour réhabiliter Dreyfus et le réintégrer dans l'armée. Et lorsqu'un secrétaire syndical fut condamné à mort à cause des violences commises lors d'une grève au Havre, mouvement auquel il était resté étranger, et que les organisations ouvrières cherchèrent à renouveler à leur profit la solidarité qui venait de sauver le capitaine Dreyfus, la bourgeoisie libérale resta indifférente et se désintéressa de la question⁸.

C'est à ce moment, précisément lorsque l'affrontement entre le mouvement ouvrier et la bourgeoisie progressiste devint indubitable, et alors qu'il semblait que l'autonomie de classe des travailleurs et la spécificité de leurs intérêts allaient être affirmées, c'est à ce moment que les syndicalistes révolutionnaires virèrent totalement de bord. Après avoir traversé l'affaire Dreyfus à l'extrême gauche, ils se retrouvèrent à l'extrême droite avec l'Action française qui, pendant l'affaire, avait défendu avec acharnement l'autorité des institutions traditionnelles contre la république parlementaire. Aux côtés des autres courants qui les accompagnèrent sur cette voie, les syndicalistes révolutionnaires restèrent fermes dans leur critique de la démocratie représentative ; ce fut le seul élément de continuité d'un tournant collectif qui eut pour effet d'apporter à l'extrême droite une radicalité d'action et une audace de pensée qui lui faisaient défaut jusqu'alors⁹. Ils apportèrent également avec eux un ensemble de préoccupations sociales que la plupart des conservateurs refusaient de prendre en compte. En contrepartie, ils absorbèrent l'antisémitisme traditionnel de la droite française et purent, en outre, renforcer l'élitisme d'avant-garde qui les caractérisait déjà dans la phase syndicaliste, en le transformant en une théorie autoritaire des élites. Dans leurs appels à l'action directe, les syndicalistes révolutionnaires avaient conçu la classe ouvrière comme la grande source d'énergie sociale, mais ils avaient aussi affirmé la

⁵ Z. Sternhell (1978), pp. 279, 372, 385-390.

⁶ H. Dubief (dir., 1969), pp. 215-216.

⁷ Z. Sternhell et al. (1994), p. 53.

⁸ Z. Sternhell et al. (1994). (Zeev Sternhell indique qu'il s'agit du secrétaire du Syndicat des charbonniers du Havre, mais H. Dubief (dir., 1969), pp. 49 et 214 mentionne «le secrétaire des dockers du Havre» et «le docker du Havre».

⁹ Z. Sternhell (1978), p. 27.

nécessité des avant-gardes éclairées conduisent cette dynamique, afin que les minorités radicales ne fussent pas piégées par l'inaction d'une base timorée. Et maintenant qu'ils s'étaient définitivement tournés vers l'autoritarisme, ils en vinrent à considérer les avant-gardes comme de véritables élites, avec toutes les conséquences pratiques et idéologiques que cela impliquait¹⁰.

Dans les mêmes pages, apparemment si claires, où il exposait une théorie systématique de l'autonomie ouvrière, Lagardelle soutenait, avec non moins de clarté, que l'existence de différences entre les êtres humains était une raison suffisante pour que se forment des élites. *«Dès l'instant où nous avons devant nous des hommes réels, des ouvriers qui ne possèdent pas des qualités identiques et n'exercent pas la même action, une différenciation se produit nécessairement entre eux. Les plus conscients, les plus aptes à l'autodéfense et à la lutte sociale, sont les premiers à se regrouper, montrant aux autres le chemin qu'ils doivent suivre. C'est-à-dire qu'une sélection s'opère et, du point de vue de l'évolution du prolétariat, les formations ainsi créées acquièrent une importance primordiale.»*

Quoi qu'il en soit, la théorie des élites repose sur la mise à l'écart de l'histoire. Les différences circonstanciées entre l'avant-garde et la base sont figées hors du temps et du lieu où elles sont apparues ; on oublie qu'elles s'éteindront et se réorganiseront en de nouvelles différences à mesure que la situation évoluera ; et les avant-gardes d'un instant recourent à cette métaphysique sans temps ni espace pour justifier leur conversion en bureaucraties professionnelles. A la tête des syndicats, les élites prendraient, selon Lagardelle, la forme d'une bureaucratie stable ; dans le cadre des entreprises, elles se présenteraient comme une technocratie d'origine ouvrière. *«Ce qu'on a déjà appelé la tyrannie des syndicats n'est rien d'autre que le pouvoir de direction normalement transféré à des groupes choisis, c'est-à-dire à l'organisme constitué par les travailleurs les plus capables de sauvegarder les intérêts de toute la classe. [...] Plus [les groupes syndicaux] agissent et délibèrent au nom de tous les travailleurs, plus s'affirme leur rôle d'organes dirigeants et représentatifs de la masse prolétarienne. [...] Mais les travailleurs non organisés ne peuvent aspirer, en vertu d'un quelconque droit individuel supérieur au droit de tous, à détruire le principe du gouvernement des travailleurs par les groupes professionnels. [...] le mouvement ouvrier tend à être stable et organique. Le monde du travail constitue un monde à part. Le travail de production est difficile [...]. Il exige une certaine somme de qualifications et rend nécessaire l'existence d'une forte hiérarchie. Cette hiérarchie se forme naturellement selon la loi de la sélection dans l'organisation de la classe ouvrière.»* Sans l'autorité stable et ferme exercée par la nouvelle élite ouvrière, conclut Lagardelle, *«les groupes professionnels, qui sont des formations sélectionnées, seraient noyés dans la masse amorphe des travailleurs inorganisés¹¹»*. En effet, rien n'afflige plus les élites que d'être absorbées par les masses, c'est-à-dire de perdre exactement leur caractère d'élite. Quel destin épouvantable !

La même théorie des élites utilisée par Lagardelle servit à Édouard Berth pour confondre l'autonomie ouvrière avec l'aliénation des travailleurs au service du capital, quand il fit l'apologie de la discipline d'entreprise et du productivisme et les considérait comme le véritable modèle du socialisme. Concentrant ses diatribes sur les spéculateurs, les représentants du capital commercial et financier, et les accusant de parasitisme, Berth louait l'esprit d'entreprise attribué aux capitaines d'industrie, *«les grands réalisateurs d'un capitalisme audacieux, puissant et novateur»*, comme il le réaffirma dans un texte de 1923¹². De ce point de vue, sa critique de l'État, qu'il jugeait inutile du seul fait qu'il n'était pas productif¹³, s'inscrivait dans la tradition de Saint-Simon, pour qui l'entreprise était le seul cadre politique nécessaire au capitalisme. Certes, Berth admit que, pour le syndicalisme révolutionnaire, *«cette*

¹⁰ Z. Sternhell (1978), pp. 328-330.

¹¹ H. Lagardelle, «Los Caracteres Generales del Sindicalismo», dans G. Sorel et al. (1978), pp. 72-73.

¹² E. Berth (1923), p. 17.

¹³ Cf. son livre de 1908, *Les Nouveaux Aspects du Socialisme* dans E. Berth (1923), pp. 61-63 et 71.

division autocratique et hiérarchique du travail, instaurée par le capital dans l'atelier, devait faire place à une association égalitaire de travailleurs libres et non hiérarchisés¹⁴» et il mentionna à plusieurs reprises l'aspiration à «*un atelier sans maîtres*».

Mais comme le syndicalisme révolutionnaire était «*l'enfant légitime du capitalisme*», et qu'il avait hérité de lui «*cet amour d'une productivité toujours plus élevée et plus parfaite*», «*l'impératif catégorique de la production¹⁵*», Berth considérait que le socialisme maintiendrait inchangées les forces productives et la technologie qui y présidait. Or, les technologies ne sont pas neutres ; elles présupposent des formes de travail données et nécessitent des types de discipline donnés. «*La gratitude que le syndicalisme doit au capitalisme ne se limite pas aux richesses matérielles qu'il a créées, mais aussi et surtout aux transformations morales et spirituelles qu'il a opérées dans les masses ouvrières qui, grâce à sa discipline de fer, ont été arrachées à leur paresse primitive [...] pour devenir capables d'un travail collectif de plus en plus parfait¹⁶*». Dans ce contexte, quel sens pourrait avoir l'autodiscipline des travailleurs si ce n'est celui de l'autocontrainte ? «*Le syndicalisme reconnaît pleinement que la civilisation a commencé, et a dû commencer, par la contrainte, que cette contrainte a été salutaire, bénéfique et créatrice, et que s'il est possible d'espérer un régime de liberté, sans la tutelle des patrons et de l'Etat, c'est encore grâce à ce même régime de contrainte qui a discipliné l'humanité et l'a progressivement rendue capable de s'élever vers le travail libre et volontaire¹⁷*». En définissant la liberté comme une autocontrainte et en admettant, finalement, que l'État pourrait s'éteindre lorsque chacun serait capable de se réprimer et de réprimer les autres¹⁸, Berth ne faisait que redonner vie à la seule grande utopie du capitalisme, qui rêvait de récupérer perpétuellement les conflits sociaux de telle sorte que la liberté n'aurait d'autre contenu que celui de la répression consentie.

La synthèse de cet ensemble de thèmes se trouve dans un court article de Sergio Panunzio, l'un des nombreux syndicalistes révolutionnaires italiens qui participeront, quelques années plus tard, à la fondation des *Fasci di Combattimento* (Ligues de combat). Bien qu'il ait été le principal théoricien du régime de Mussolini dans les années 1920¹⁹ – et peut-être pour cette raison même ? – il maintint une certaine attitude contestataire en défendant le corporatisme intégral et en s'opposant à la version modérée que le Duce mit en œuvre²⁰. Les fils avec lesquels l'histoire allait être tissée pouvaient déjà être démêlés lorsque nous voyons Panunzio considérer que le principe général d'autorité dominait toute la vie sociale, et que l'État bourgeois n'était qu'une de ses manifestations spécifiques. C'est pourquoi, poursuivait-il, les syndicalistes révolutionnaires, s'ils combattaient l'État, se distinguaient des anarchistes parce qu'ils ne remettaient pas en cause l'autorité. «*[...] le syndicalisme est anti-étatiste par définition, mais pas anti-autoritaire*». C'est la discipline de l'entreprise qui exigeait l'autorité. Le capitaliste était devenu superflu, mais la direction technique de l'entreprise restait indispensable. «*Lorsque l'exploitation inhérente à l'organisme de l'entreprise capitaliste sera éliminée par l'unification et la libre association des facteurs productifs, qui seront déjà entre les mains des travailleurs syndiqués, il restera encore des groupes de producteurs qui auront besoin d'un régime technique, d'une direction. Même dans le régime économique ouvrier mis en place par les syndicats, sans classe patronale ni État, il existera un principe autoritaire, appelons-le ainsi, qui résulte*

¹⁴ E. Berth (1923), p. 67. Voir aussi p. 72.

¹⁵ E. Berth (1923), p. 71.

¹⁶ E. Berth (1923), p. 76 ; voir aussi pp. 79-80.

¹⁷ E. Berth (1923), p. 76.

¹⁸ Sur cet ensemble de questions, voir également Z. Sternhell et al. (1994), pp. 104-107.

¹⁹ Z. Sternhell et al. (1994), p. 32.

²⁰ A. Lyttelton (1982), pp. 497-498 ; E. Santarelli (1981), tome I p. 412, tome II, p. 27.

*inévitablement des nécessités techniques impératives du travail et de la production*²¹». Partant de l'action d'une avant-garde dans un cadre qui semblait entièrement voué à l'autonomie prolétarienne, les syndicalistes révolutionnaires commencèrent à faire l'apologie de l'autoritarisme technocratique. La création de nouvelles institutions au cours du processus de lutte déboucha finalement sur une réduction de tous les horizons sociaux aux limites de l'entreprise et sur un renforcement de la discipline d'entreprise.

Cette théorie des avant-gardes dégénéra en un élitisme dans lequel le principe de l'autorité et de l'État se reconstruisit inéluctablement. Comme l'écrit l'un des spécialistes de cette problématique : «[...] *une société fondée sur les critères exposés par Sorel, Berth, Pouget, Lagardelle ou Griffuelhes aurait présenté les principales caractéristiques du type idéal d'une société fasciste. Dirigée "par les conscients, les révoltés" [Pouget], qui éprouvent un mépris sans bornes pour la démocratie [...] et pour le mode de vie de la société bourgeoise, cette société syndicaliste prétendait façonner un nouveau type d'homme, mû "par l'audace, la discipline merveilleuse" émanant "de l'armée des travailleurs" en grève [Berth] [...] Les syndicalistes révolutionnaires se considéraient comme une nouvelle aristocratie, qui conduisait à la guerre – la guerre sociale – l'immense armée des prolétaires. [...] L'élan révolutionnaire en vint [...] à dépendre de la foi et de la volonté, et non plus de la conscience de l'évolution historique. Cela explique que la rencontre avec l'Action française n'ait pas été fortuite, et ait résulté d'une conception très similaire du bien politique et des forces historiques*²²».

Mais qu'en fut-il de Sorel ?

2

Dans *Les Illusions du progrès*, bien qu'il considérât la science comme une expression du milieu social, et admit par exemple que «*la loi d'accélération des graves s'était présentée à Galilée par suite d'analogies politiques*», puisque «*la puissance pouvoir des monarques était devenue assez absolue pour qu'on pût y voir un type de force constante*²³», Sorel limita ce relativisme aux époques passées et érigea l'activité scientifique de son temps en un critère qui servait à instaurer des hiérarchies et à les légitimer. Il est significatif que, dans un livre où il insiste fréquemment sur le thème de la décadence et de la dégénérescence, Sorel ait décelé dans le capitalisme l'existence d'un «*progrès réel*», constitué par la «*technique de production*», qui d'une part assure le confort des patrons, et, de l'autre, «*est la condition nécessaire de la révolution socialiste*²⁴». De manière inattendue, l'ingénieur Georges Sorel rencontra ici les défenseurs de l'orthodoxie marxiste qu'il abhorrait tant ; ces derniers attribuaient, eux aussi, un caractère de neutralité sociale aux forces productives et les considéraient comme la base du socialisme. Dans cette apologie de la technologie capitaliste, Sorel supposait même que la capacité d'innovation et d'invention des ouvriers industriels devrait se développer au contact des machines²⁵. «*L'atelier*

²¹S. Pa[n]unzio, «Sindicalismo y Anarquismo», dans G. Sorel et al. (1978), pp. 83-88. Les passages cités se trouvent aux pages 87 et 88..

²²Z. Sternhell (1978), pp. 346-347. Cependant, Z. Sternhell et al. (1994), pp. 108 et 109 affirment qu'Émile Pouget et Victor Griffuelhes n'étaient pas des disciples de Sorel.

²³Georges Sorel (1947), p. 34. [V.O., *NdT.*] Georges Sorel considérait également (p. 35) que les thèses de Descartes concernant le caractère pratique de la science et sa croissance progressive ne découlaient pas de la sphère scientifique et n'étaient fondées que sur des phénomènes politiques.

²⁴Georges Sorel (1947), pp. 276-277. [[V.O., *NdT.*].

²⁵Georges Sorel (1947), pp. 281-284. [V.O., *NdT.*]

moderne, écrivit-il, est un champ d'expériences qui sollicite continuellement le travailleur à la recherche scientifique²⁶».

Sorel n'a jamais compris que la machinerie capitaliste a, entre autres, pour but d'enlever aux travailleurs tout contrôle physique ou mental sur le processus de production. Mais cette prétendue stimulation de la participation intellectuelle créative se produirait en pratique de manière singulière, car les nouvelles autorités sociales prendraient racine dans les usines, reproduisant ainsi la hiérarchie inhérente à l'activité scientifique sous le capitalisme. On saisit donc pourquoi Sorel insista à plusieurs reprises sur le caractère spécialisé de la science, au point de reprocher aux encyclopédistes, et en général à la philosophie des Lumières, de prétendre mettre la connaissance scientifique, et même la pratique scientifique, à la portée de tous²⁷. Nous touchons ici le point nodal des contradictions de Sorel : s'il appelait les prolétaires à produire leurs propres connaissances et systèmes de pensée, il encourageait en même temps les ambitions de la technocratie ayant une formation scientifique à dominer.

Dans un appendice datant de 1920, où il interprétait un passage du *Capital*, Sorel imagine que «l'atelier socialiste groupera des producteurs dont l'esprit sera toujours en éveil pour critiquer les pratiques apprises, qui seront guidés par des contremaîtres analogues aux préparateurs des professeurs de chimie et en tête desquels se trouveront des ingénieurs qui parleront à leurs hommes comme un maître parle à ses élèves²⁸». La conversion de la hiérarchie universitaire en un modèle de la hiérarchie de l'usine ne pouvait être plus claire, afin que les technocrates, les «ingénieurs», trouvent une légitimité dans cette figure que les Français appellent le *mandarin*, le professeur accepté comme *maître à penser*. Or, «l'atelier socialiste» hériterait des «qualités que développe l'atelier progressiste dans le régime capitaliste²⁹» : sur ce point crucial, Sorel suivait la vulgate marxiste et il considérait que la croissance des forces productives capitalistes était le «pont économique» qui mène au socialisme³⁰. Une science mythifiée, parce qu'isolée de son conditionnement social, servait d'élément de liaison entre deux modes de production antagoniques ; et dans cette légitimation de la technocratie, Sorel invoquait la prudence du léninisme. Se référant avec ironie aux «bourgeois» qui prétendaient que le bolchevisme avait cédé à la nécessité de recourir à des «intellectuels», Sorel soutenait que ceux à qui Lénine «a dû offrir des traitements considérables» n'étaient ni des politiciens ni des spéculateurs de la finance, mais des «organiseurs d'entreprises», des «ingénieurs» et «des spécialistes étrangers de tout genre³¹». Toutefois, il est possible de déceler les fondements de cette conception élitiste avant même la publication des *Illusions du progrès*.

Dans les *Réflexions sur la violence*, Sorel avait clairement affirmé son antipatriotisme, en écrivant que «l'antipatriotisme est devenu un élément essentiel du programme syndicaliste³²». Ce n'est pas le nationalisme mais l'élitisme qui fut la première passerelle reliant cette gauche révolutionnaire à la droite radicale. Cependant, Sorel s'était également exprimé contre l'élitisme, avec non moins de clarté. «L'élite politique n'a rien d'autre à faire que d'appliquer son intelligence, et pense que le fait que le prolétariat travaille pour la faire vivre est en parfaite conformité avec les principes de la Justice Immanente (dont elle est propriétaire) [...]»³³. Sorel était même parti de la critique de l'élitisme pour analyser le problème de la bureaucratisation des partis socialistes. «[...] les fonctionnaires du socialisme parlent constamment

²⁶ Georges Sorel (1947), p. 282. [V.O., *NdT.*]

²⁷ Georges Sorel (1947), p. 137 et suivantes.

²⁸ Georges Sorel (1947), pp. 354-355. [V.O., *NdT.*]

²⁹ Georges Sorel (1947), p. 355. [V.O., *NdT.*]

³⁰ Georges Sorel (1947), p. 372 [V.O., *NdT.*]

³¹ Georges Sorel (1947), p. 359. [V.O., *NdT.*]

³² Georges Sorel (1936), p. 281, voir aussi pp. 162-165 et 170-171.

³³ Georges Sorel (1936), pp. 240-241. Voir également les pages 253-256 et 268

du Parti comme d'un organisme possédant une vie propre³⁴». Et à partir de là, il avait prédit sans grande difficulté ce qui allait se passer lorsque les socialistes orthodoxes parviendraient à leurs fins. «[...] la dictature du prolétariat correspond à une division de la société entre maîtres et sujets³⁵ [...]». Peu après, il l'avait qualifiée de «dictature de la politicaillerie» et avait expliqué son mécanisme élémentaire. «L'histoire de la révolution française nous montre comment les choses se passent. Les révolutionnaires adoptent des mesures telles que leur personnel administratif est prêt à s'emparer brusquement de l'autorité dès que l'ancien personnel quitte les lieux, de sorte qu'à aucun moment l'oppression ne s'interrompt. [...] on pourrait même imaginer que la révolution sociale aboutisse à une merveilleuse servitude, puisque la transmission de l'autorité s'effectuerait désormais plus parfaitement, grâce aux moyens nouveaux dont dispose le régime parlementaire, et que le prolétariat serait parfaitement encadré par des syndicats officiels³⁶». Et après avoir évoqué ceux qui pensent que les ouvriers se limitent à recevoir des ordres et à être des «instruments passifs qui n'ont pas besoin de penser», Sorel remarque: «Le syndicalisme révolutionnaire serait impossible si la classe ouvrière avait cette morale des faibles ; au contraire, le socialisme d'État s'adapterait parfaitement à une telle situation, puisqu'il est fondé sur la division de la société en une classe de producteurs et une classe de penseurs, qui appliquent les données de la science à la production. La seule différence entre ce prétendu socialisme et le capitalisme consisterait dans l'emploi de méthodes plus ingénieuses pour obtenir la discipline dans les ateliers³⁷». Mais la critique de Georges Sorel portait sur l'élitisme des partis socialistes parlementaires, attachés aux valeurs de la démocratie bourgeoise, qu'il détestait plus que tout. Sorel ne fit pas preuve de la même lucidité concernant l'élitisme inhérent au syndicalisme révolutionnaire.

Tout au long de ses *Réflexions sur la violence*, Sorel n'a jamais conçu les travailleurs comme une classe dotée de mécanismes sociaux propres et capable d'une action organisationnelle dans sa propre sphère. C'est précisément parce que les syndicalistes révolutionnaires firent l'apologie de la discipline d'entreprise qu'ils furent incapables de discerner la lutte des classes dans les actions quotidiennes, anonymes, obscures, dans la résistance modeste et incessante des travailleurs. C'est loin des grands gestes d'héroïsme que le prolétariat tisse les liens les plus durables de sa solidarité et donne consistance à sa propre structure. Mais ces «relations informelles», comme aiment à les appeler les théoriciens de l'administration des entreprises, visent à contester la discipline capitaliste du travail, et ceux qui se proposaient de renforcer l'autorité des entreprises ne pouvaient partir de ce phénomène. Sorel, observa Lukács, «était totalement indifférent aux buts et aux moyens, réels et concrets, des grèves singulières» ; «le prolétariat n'était pour Sorel qu'une négation abstraite de la vie bourgeoise, dépourvue de toute substance réelle³⁸». En n'analysant pas la base ouvrière dans sa structure interne et sa dynamique sociale spécifique, Sorel transforma le prolétariat une abstraction et le convertit, sur le plan politique, en une masse de manœuvre et, dans ses invocations idéologiques, en une caution morale.

C'est pourquoi les syndicalistes révolutionnaires formulèrent la stratégie de la grève générale dans les termes d'un mythe.

Hubert Lagardelle, tout en soulignant le caractère pédagogique de la pratique de la lutte et en montrant qu'elle consistait à créer des formes sociales d'un genre nouveau, avait conçu cette pédagogie, et même les institutions, avant tout comme des sentiments. L'action directe, écrivit-il, est «un appel constant aux idées de responsabilité, de dignité et d'énergie. Ni pactes ni accords, mais la lutte avec ses

³⁴ Georges Sorel (1936), p. 241.

³⁵ Georges Sorel (1936), p. 253

³⁶ Georges Sorel (1936), pp. 253-254, 256.

³⁷ Georges Sorel (1936), p. 367.

³⁸ G. Lukács (1980), p. 31.

risques et son exaltation. Aucune possibilité pour les bas instincts de passivité, mais une exaltation permanente des sentiments les plus actifs de l'homme³⁹.»

Berth, dans le même paragraphe où il reconnaissait que la flexibilité des salaires était un fait scientifiquement prouvé, prétendait que les syndicalistes révolutionnaires devaient affirmer le contraire et attribuer aux salaires un caractère rigide, afin que, face à ce «*mythe social*», les ouvriers soient enthousiasmés par la lutte⁴⁰.

Quant à Sorel, il présentait la grève générale comme un fait idéologique plutôt que comme une forme d'organisation⁴¹. Sa réalité n'était pas sociale mais spirituelle, peu importait que la grève générale ait lieu ou non dans la pratique, si elle pouvait servir à maintenir vivante la révolte prolétarienne, tout comme les mythes du jugement dernier et de l'établissement du royaume de Dieu sur terre avaient servi à fonder l'Église chrétienne⁴².

A cet égard, le sixième chapitre de *Réflexions sur la violence* est éclairant⁴³. Selon Sorel, les ouvriers, lorsqu'ils se manifestent directement, ne forment qu'une masse capable de violence. C'est là que s'inscrit, de façon perverse – et inquiétante – la prémonition de ce qui allait devenir le fascisme, que l'on retrouve plusieurs pages plus loin, dans le tout premier chapitre. «*L'expérience montre que la bourgeoisie se laisse facilement dépouiller, à condition d'être quelque peu sujette à la pression et rendue craintive par la révolution. L'avenir est réservé au parti qui saura manipuler avec le plus d'audace le spectre révolutionnaire [...]*⁴⁴». Et encore, dans le deuxième chapitre : «*Tout est question d'évaluation, de prudence, d'opportunité. Il faut beaucoup de subtilité, de tact et d'audace tranquille pour mener une telle diplomatie : faire croire aux ouvriers que l'on hisse le drapeau de la révolution ; à la bourgeoisie que l'on met fin au danger qui la menace ; et au pays que l'on représente un courant d'opinion irrésistible*⁴⁵.» Le fascisme a transféré dans l'histoire ce qui, dans les pages de Sorel, était encore un argument rhétorique.

Références

Édouard Berth (1923), *Les Derniers Aspects du socialisme*, édition revue et augmentée des *Nouveaux Aspects*, Marcel Rivière

Joseph Caillaux (1942-1947), *Mes Mémoires*, 3 volumes, Plon

Henri Dubief (dir., 1969), *Le Syndicalisme révolutionnaire*, Armand Colin

Yves Guchet (2001), *Georges Valois. L'Action française, le Faisceau, la République syndicale*, L'Harmattan.

Georges Guy-Grand (1911), *La Philosophie syndicaliste*, Grasset

Georg Lukacs (1980), *The Destruction of Reason*, The Merlin Press. [*La destruction de la raison*, Delga, 2017.]

Adrian Lyttelton (1982), *La Conquista del Potere. Il Fascismo dal 1919 al 1929*, Laterza.

³⁹ H. Lagardelle, «Los Caracteres Generales del Sindicalismo», dans G. Sorel et al. (1978), p. 55.

⁴⁰ Cf. son livre de 1908 *Les Nouveaux Aspects du Socialisme* dans E. Berth (1923), pp. 54-55. L'expression citée se trouve à la page 54.

⁴¹ En citant l'étude de Peter Netti, Z. Sternhell et al. (1994, p. 21) notent que, pour Sorel, la grève générale était la réalisation spécifique d'une conception générique de l'action, tandis que, pour Rosa Luxemburg, il s'agissait de quelque chose de très différent : c'était une tactique découlant de la conjoncture de l'époque.

⁴² G. Guy-Grand (1911), p. 45.

⁴³ G. Sorel (1936), pp. 269-329.

⁴⁴ G. Sorel (1936), p. 79.

⁴⁵ G. Sorel (1936), pp. 103-104.

Georges Sorel (1936), *Réflexions sur la violence* (8^e édition, y compris *Plaidoyer pour Lénine*), Marcel Rivière. [Disponible en ligne et dans plusieurs éditions papier, *NdT.*]

Georges Sorel (1947), *Les Illusions du progrès* (5^e édition), Marcel Rivière

G. Sorel, E. Berth, H. Lagardelle, S. Panunzio, V. Griffuelhes, P. Delesalle et E. Pouget (1978), *Sindicalismo Revolucionario*, Júcar

Zeev Sternhell (1978), *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Seuil

Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maia Asheri (1994), *The Birth of Fascist Ideology. From Cultural Rebellion to Political Revolution*, Princeton University Press [*Naissance de l'idéologie fasciste*, Folio Histoire, 2010]

Eugen Weber (1964) *Varieties of Fascism. Doctrines of Revolution in the Twentieth Century*, D. van Nostrand

Cette série de cinq articles de João Bernardo a été publiée sur le site *Passa Palavra*. Comme l'indique l'auteur: «*Je présente ici une nouvelle version des pages 390-419 de mon livre Labirintos do fascismo. Na Encruzilhada da Ordem e da Revolta (Afrontamento, 2003). Il s'agit d'un texte inédit et l'analyse à laquelle je procède ici est plus détaillée et repose sur une bibliographie plus étendue que celle utilisée dans ce livre.*» Les textes ont été publiés séparément sous les titres suivants et sont disponibles sur ce site :

1. Corradini et les syndicalistes révolutionnaires
2. De l'autonomie des travailleurs au fascisme
3. De l'avant-gardisme à une théorie des élites
4. De l'apologie de l'élite à une théorie des héros
5. Mussolini, le fasciste le plus improbable